

CAI
J 720
-2009

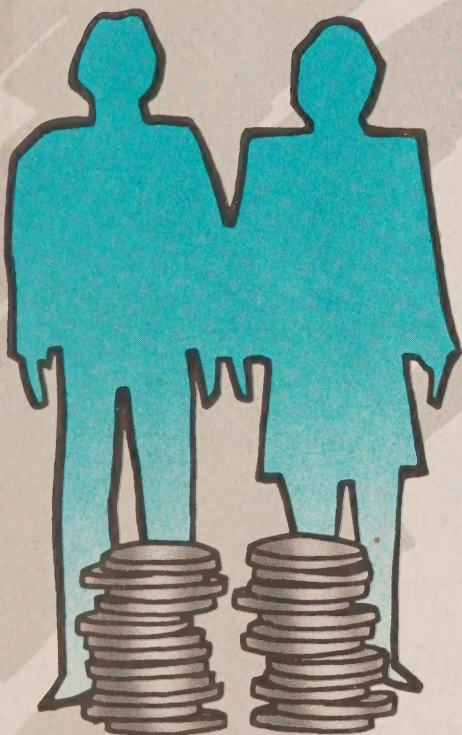
Government
Publications

EQUAL DOLLARS

MAKE GOOD SENSE



3 1761 11766020 9



Canadian Human Rights Commission
Commission canadienne des droits de la personne

EQUAL PAY IS YOUR RIGHT

Did you know that if you work in the federal Public Service or for an employer that falls within federal jurisdiction, you have a right to fair pay? The Canadian Human Rights Act says it is illegal to pay men and women differently if they are doing work of equal value.

Many jobs traditionally considered as women's jobs have been both undervalued and poorly paid. But at one time, if you wanted to prove wage discrimination and have your salary adjusted, your job had to be compared to another that was the same. Since 1978, the Canadian Human Rights Act has allowed men's and women's jobs that are different to be compared, as long as they can be shown to be equal in value. And if they are equal in value they must be equal in pay.

This legal guarantee of equal pay for work of equal value is an important part of our efforts to provide both women and men working in female-dominated jobs with a fair deal. This has been federal law for several years, and is either law or policy in eight provinces and the Yukon Territory.

BUT WHAT IS EQUAL VALUE?

How can different kinds of work be determined to be equal in value? The answer lies in using neutral job evaluation plans. These provide a point score of jobs by looking at the skills, responsibility and effort demanded, and the working conditions involved. These point scores represent the overall value of the job and allow employees as different as research technicians and dental assistants to be compared and rated on a single scale.

FILING A COMPLAINT

If you believe you are not being paid fairly because of your sex, you may call or write the CHRC for advice. You don't need to produce a job evaluation plan to get a hearing; you simply have to state the facts as you see them.

Anyone who works for a federal or federally regulated employer has the right to file a complaint with the Commission. This includes all employees of the federal Public Service; Crown Corporations; the banking, transportation and communications industries; and other organizations that fall under federal jurisdiction.

If you contact the Commission and it appears you may have a case, you will be told how to prepare a complaint. Basically, you must lay out the facts: how much you are currently paid, and the salary and title of the job you believe is of similar value to yours but is better paid.

After receiving a complaint, the Commission will investigate. It will collect information on the jobs involved through questionnaires and interviews, and evaluate and determine what, if any, wage adjustments appear to be needed to remove a discriminatory wage difference.

Wage adjustments can only take the form of additions to salaries; the law does not allow employers to lower the pay of those in higher paying jobs as a way of making wages equal. No employee loses money with equal pay, and both women and men stand to gain. Since 1978, approximately 70,000 women, and men working in female-dominated jobs, have received payments from their employers in cases in which the Commission has been involved.

The law also protects anyone who files a complaint with the Commission. Your employer cannot penalize you in any way for dealing with us. So if you think you are not being paid fairly, and can identify another job of equal value to your own, don't hesitate to let us know. And if you are simply interested in getting more information, we will be happy to answer any questions or send you relevant publications. You can write or call us collect.

REMEMBER...

EQUAL PAY IS YOUR RIGHT.

THE CANADIAN HUMAN RIGHTS COMMISSION

NATIONAL OFFICE

320 Queen St., 14th Floor
Place de Ville, Tower A
Ottawa, Ont.
K1A 1E1

Telephone: (613) 995-1151
Telecommunications Devices for the Deaf
(TDD): (613) 996-5211

REGIONAL OFFICES

Atlantic

310-5670 Spring Garden Rd.
P.O. Box 3545
Halifax South Postal Station
Halifax, Nova Scotia
B3J 3J2

Telephone: (902) 426-8380
TDD: (902) 426-9345
Toll free: 1-800-565-1752

Quebec

330-1253 McGill College Ave.
Montréal, Que.
H3B 2Y5
Telephone: (514) 283-5218
TDD: (514) 283-1869



National Capital

915-270 Albert St.
P.O. Box 2052, Station "D"
Ottawa, Ont.
K1P 5W3
Telephone: (613) 996-0026
TDD: (613) 998-5927

Ontario

1235 Bay St., Suite 200
Toronto, Ont.
M5R 3K4
Telephone: (416) 973-5527
TDD: (416) 973-8912

Prairies

718-275 Portage Ave., East
Winnipeg, Man.
R3B 2B3
Telephone: (204) 983-2189
TDD: (204) 983-2882

Alberta and Northwest Territories

401-10506 Jasper Ave.
Edmonton, Alta.
T5J 2W9
Telephone: (403) 495-4040
TDD: (403) 495-4108

Western

600-609 West Hastings St.
Vancouver, B.C.
V6B 4W4
Telephone: (604) 666-2251
TDD: (604) 666-3071

*All offices accept collect calls.

Catalogue no. HR 21-36/1-1991
ISBN 0-662-58262-4

This publication is available upon request, as a
sound recording, in large print, in braille and on
computer diskette.
April 1991



LA PARITÉ SALARIALE

ÇA VA DE SOI



Commission canadienne des droits de la personne
Canadian Human Rights Commission

LA PARITÉ SALARIALE EST UN DROIT

Saviez-vous que, si vous travaillez pour la fonction publique fédérale ou pour un employeur régi par le gouvernement fédéral, vous avez le droit d'être rémunéré équitablement ? La *Loi canadienne sur les droits de la personne* interdit la disparité salariale entre hommes et femmes pour un travail d'égale valeur.

De nombreux emplois, traditionnellement considérés comme réservés aux femmes, sont à la fois sous-évalués et mal rémunérés. Autrefois, cependant, si vous vouliez prouver une disparité salariale et faire rajuster votre rémunération, il fallait que votre emploi puisse être comparé à un autre emploi identique. Depuis 1978, la *Loi canadienne sur les droits de la personne* autorise la comparaison entre des emplois masculins et féminins qui sont différents, du moment que l'on peut prouver qu'ils sont d'égale valeur. Et, s'ils sont de valeur égale, ils doivent commander un salaire égal.

Cette garantie juridique, qui assure une rémunération égale pour un travail de valeur égale, intéresse de près les efforts que nous déployons pour assurer un traitement équitable aussi bien aux femmes qu'aux hommes qui occupent un emploi à prédominance féminine. Cette règle fait partie de la législation fédérale depuis plusieurs années et elle est entérinée dans les lois ou dans les politiques de huit provinces et du territoire du Yukon.

MAIS QU'ENTEND-ON PAR « VALEUR ÉGALE » ?

Comment peut-on déterminer si deux professions de nature différente ont la même valeur ? La réponse réside dans l'utilisation d'un outil neutre : les plans d'évaluation. Ceux-ci permettent d'attribuer un pointage aux emplois en mesurant les compétences, les responsabilités et les efforts qu'ils exigent, ainsi que les conditions dans lesquelles ils doivent être exécutés. Ces pointages représentent la valeur globale

de chaque emploi et permettent de coter selon une même échelle des postes aussi différents que ceux du technicien de laboratoire et de l'assistante dentaire.

LE DÉPÔT D'UNE PLAINTE

Si vous estimez ne pas être rémunéré équitablement en raison de votre sexe, vous pouvez téléphoner ou écrire à la Commission pour vous faire conseiller. Vous n'avez pas à produire de plans d'évaluation pour obtenir une audience; il vous suffit d'énoncer les faits comme vous les voyez.

Quiconque travaille pour un employeur régi par le gouvernement fédéral a le droit de déposer une plainte auprès de la Commission. Sont inclus ici tous les employés de la fonction publique fédérale, des sociétés d'État, des banques, des industries du transport et des télécommunications ainsi que des autres organismes qui sont de compétence fédérale.

Si vous vous mettez en rapport avec la Commission et que votre situation semble le justifier, on vous conseillera d'élaborer une plainte. En gros, cela consiste à énumérer des faits : combien vous gagnez actuellement, de même que le salaire et le titre d'un emploi qui, selon vous, quoique d'une valeur équivalente au vôtre, est mieux rémunéré.

Lorsqu'elle reçoit une plainte valide, la Commission fait enquête. Elle recueille des renseignements sur les emplois en cause, au moyen de questionnaires et d'entrevues. De plus, elle évalue et détermine les rajustements de salaire qui, le cas échéant, semblent nécessaires pour supprimer l'écart salarial.

Les rajustements de salaire doivent nécessairement prendre la forme d'une hausse. En effet, la Loi ne permet pas aux employeurs d'abaisser le salaire de ceux dont l'emploi est le mieux rémunéré, pour en arriver à l'égalité. La parité salariale ne peut faire perdre d'argent aux employés. Les femmes et les hommes ne peuvent qu'y gagner. Depuis 1978, environ 70 000 personnes, des femmes et des

hommes travaillant dans des emplois à prédominance féminine, ont reçu des paiements de leurs employeurs, à la suite d'affaires auxquelles la Commission avait participé.

En outre, la Loi protège tous les auteurs des plaintes déposées auprès de la Commission. Votre employeur ne peut vous pénaliser de quelque façon pour vous être adressé à nous. Ainsi donc, si vous estimez ne pas être rémunéré équitablement et que vous pouvez citer un autre emploi de valeur égale au vôtre, n'hésitez pas à nous le faire savoir. Même si vous souhaitez simplement obtenir de plus amples renseignements, nous nous ferons un plaisir de répondre à vos questions ou de vous faire parvenir des publications utiles. Vous pouvez nous écrire ou nous téléphoner à frais virés.

RAPPELEZ-VOUS...

LA PARITÉ SALARIALE EST UN DROIT.

LA COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE

ADMINISTRATION CENTRALE

320, rue Queen, 14^e étage

Place de Ville, Tour A

Ottawa (Ontario)

K1A 1E1

Téléphone : (613) 995-1151

Appareil de télécommunications pour les malentendants (ATME) : (613) 996-5211

BUREAUX RÉGIONAUX

Atlantique

5670, chemin Spring Garden, pièce 310

C.P. 3545

Bureau postal d'Halifax-Sud

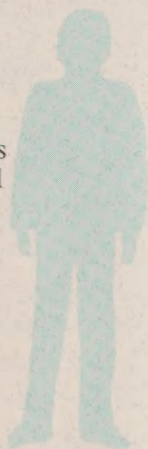
Halifax (Nouvelle-Écosse)

B3J 3J2

Téléphone : (902) 426-8380

ATME : (902) 426-9345

Sans frais : 1-800-565-1752



Québec

1253, avenue McGill College, pièce 330
Montréal (Québec)
H3B 2Y5
Téléphone : (514) 283-5218
ATME : (514) 283-1869

Capitale nationale

270, rue Albert, pièce 915
C.P. 2052, succursale D
Ottawa (Ontario)
K1P 5W3
Téléphone : (613) 996-0026
ATME : (613) 998-5927

Ontario

1235, rue Bay, pièce 200
Toronto (Ontario)
M5R 3K4
Téléphone : (416) 973-5527
ATME : (416) 973-8912

Prairies

275, avenue Portage est, pièce 718
Winnipeg (Manitoba)
R3B 2B3
Téléphone : (204) 983-2189
ATME : (204) 983-2882

Alberta et Territoires du Nord-Ouest

10506, avenue Jasper, pièce 401
Edmonton (Alberta)
T5J 2W9
Téléphone : (403) 495-4040
ATME : (403) 495-4108

Ouest

609, rue West Hastings, pièce 600
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6B 4W4
Téléphone : (604) 666-2251
ATME : (604) 666-3071

* Tous les bureaux acceptent les appels à frais virés.

N° de catalogue HR 21-36/1-1991
ISBN 0-662-58262-4

La présente publication est également disponible
sur demande en gros caractères, en braille,
sur bande sonore et sur disquette.

Avril 1991

